

SAMIR AMIN

LE PRINTEMPS POSSIBLE DES PEUPLES ARABES

L'année 2011 s'est ouverte par une série d'explosions de colère des peuples arabes. Le printemps arabe sera-t-il à la hauteur des défis ? A l'origine de ces explosions de colère : les effets sociaux dévastateurs à l'extrême des politiques mises en œuvre dans le cadre du capitalisme libéral mondialisé. D'un pays à l'autre, les situations sont certes différentes, mais il existe une raison commune aux montées des luttes pas seulement dans le monde arabe mais dans tous les pays du Sud, d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine : la mondialisation capitaliste, impérialiste en place ne bénéficie d'aucune légitimité. En dépit des taux de croissance affichés et trafiqués par la Banque Mondiale, plus qu'honorables en apparence, ce système a engendré la paupérisation continue des classes populaires et d'une fraction importante des classes moyennes. La poursuite de ce modèle prétendu de « développement » exigeait donc des dictatures d'une violence policière sans pareille, soutenues jusqu'au bout par les gouvernements occidentaux. Les révoltes des peuples tunisien et égyptien, qui sont parvenus à chasser du pouvoir leurs dictateurs, étaient prévisibles et attendues. Cette vague arabe succède aux vagues précédentes qui ont amorcé la transformation en Amérique latine, et à d'autres luttes antérieures aux Philippines, en Indonésie, au Mali, au Népal... Ce « printemps arabe » entre dans le mouvement de déclin du capitalisme que j'appelle « l'automne du capitalisme ».

En Egypte, une avancée révolutionnaire prometteuse

En Egypte des forces progressistes puissantes et des forces réactionnaires non moins puissantes s'affrontent. Le mouvement démocratique est composé des jeunes politisés à gauche par leurs propres moyens, de la gauche radicale (c'est-à-dire en Egypte la tradition socialiste), des syndicats ouvriers puissants, du mouvement de résistance des petits paysans, des partis démocratiques des classes moyennes, des mouvements de femmes et d'une quantité d'organisations populaires. Les jeunes en question, qu'on annexe trop facilement aux couches inférieures des classes moyennes, constituent en fait un segment actif du nouveau prolétariat des travailleurs précaires. De ce fait ils constituent désormais avec la classe ouvrière, les petits paysans une force révolutionnaire potentielle réelle, le cœur d'un bloc historique alternatif. Ensemble ces composantes ont créé le Conseil national, une assemblée représentative du mouvement dans toute sa diversité.

Face à lui, un bloc réactionnaire puissant regroupe les partis bourgeois réactionnaires, héritiers de celui de la dictature de Sadate et de Moubarak, et les Frères musulmans. Jusqu'à ce jour l'initiative est encore largement entre les mains de ce bloc qui détient le pouvoir d'Etat, protégé par l'armée en dépit de la « neutralité » dont elle entend entretenir l'apparence.

Peut-on dire qu'il y a aujourd'hui équilibre des forces entre ces deux blocs ? Ce qui est sûr, c'est que le bloc réactionnaire n'a pas pu mettre un terme au mouvement démocratique. Car celui-ci, bien que divers, partage trois objectifs convergents : (i) la démocratisation de la société et des mœurs – pas seulement par le moyen d'élections pluripartites mais par la reconnaissance du pouvoir réel des classes populaires et de la société civile, (ii) la rupture avec les politiques économiques et sociales « libérales » et la mise en œuvre d'alternatives sociales (je ne dis pas socialistes) qui réduisent les inégalités (la « justice sociale »), (iii) l'adoption d'une ligne anti impérialiste, d'une politique internationale indépendante et la

reconstitution d'un rapprochement des pays du Sud face à l'hégémonie des Etats-Unis et de leurs alliés subalternes européens. Le bloc progressiste gagne chaque jour du terrain ; mais il ne faut pas oublier que le bloc réactionnaire poursuit son objectif, qui est de mettre un terme au mouvement : remporter les élections, et ensuite pouvoir dire : « point final », il y a une assemblée élue, tout autre pouvoir n'est plus légitime.

L'Egypte est une pierre angulaire dans la stratégie états-unienne de contrôle de la planète. Washington ne peut pas tolérer que l'Egypte sorte de sa tutelle, qui permet à Israël de poursuivre la colonisation de ce qui reste de la Palestine. C'est l'unique but que poursuit Washington en s'investissant dans le soutien du projet de la droite égyptienne et l'organisation d'une « transition pacifique et courte ». En cas de « succès », les élections permettront au bloc droite/Frères Musulmans de l'emporter. Les Etats-Unis s'en féliciteront. Ils ont d'ailleurs qualifié la Confrérie de « modérée », ce qui signifie en fait docile, disposée à accepter la soumission à la stratégie états-unienne et à laisser Israël libre de poursuivre son occupation de la Palestine. Les Frères musulmans sont aussi acquis à un système économique basé sur le « marché », totalement dépendant de l'extérieur. Ils sont en fait une composante de la bourgeoisie « compradore ». Ils ont d'ailleurs pris position contre les grèves ouvrières et les luttes des paysans pour conserver la propriété de leur terre.

Le mouvement démocratique égyptien est-il parvenu à faire bouger l'équilibre des forces dans la région, notamment s'agissant du conflit israélo-palestinien ? Le dossier israélo-palestinien est central pour tous les pays de la région. Le mouvement démocratique dans son ensemble affiche sa sympathie pour les droits du peuple palestinien. Il n'est pas dupe du « programme de paix » qui est en réalité un programme de soutien inconditionnel à l'expansionnisme d'Israël. Le changement ne peut opérer qu'en faveur d'un rééquilibrage dans la région, qui est la condition d'une paix authentique. C'est la raison pour laquelle les Etats-Unis ne veulent pas de véritable démocratie, surtout en Egypte, et pour laquelle ils refusent de reconnaître l'Etat palestinien. Reconnaître l'Etat palestinien obligerait Israël à accepter la paix, ce dont il ne veut à aucun prix. La stratégie de l'adversaire est claire : faire échouer le mouvement, mettre un terme à son déploiement. Les Etats-Unis sont certainement le premier ennemi du mouvement mais ils ne sont pas le seul. Obama peut compter sur ses deux alliés majeurs dans la région, Israël et l'Arabie saoudite. Ces trois alliés intimes partagent la même crainte : celle d'un réveil du peuple et de l'Etat égyptiens.

Beaucoup veulent tirer immédiatement les leçons de ce « printemps arabe ». Ils sont trop pressés, car il ne s'agit pas d'un changement brusque auquel serait mis un point final dans les prochains mois. C'est l'amorce d'une nouvelle phase historique. Personne ne sait combien de temps elle durera. Elle produira des avancées, mais également essuyera des échecs et connaîtra des reculs, comme toujours dans l'histoire. Certains observateurs, trop pessimistes, considèrent que le printemps arabe est terminé, que la page est tournée. Non, la page n'est pas tournée, elle vient seulement d'être ouverte. Il y en a pour des années encore à voir se développer des mouvements de lutte – et non simplement de contestation, c'est important de le préciser - pour un changement réel et profond. D'autre part, ces mouvements ne sont pas homogènes : il y a des composantes politiques et idéologiques diverses, des objectifs qui ne sont pas toujours absolument convergents. Il y a des forces qui peuvent être récupérées par le système, qui prônent, comme toujours, le minimum de changement. « Changer tout pour ne rien changer » : c'est la stratégie de l'impérialisme, des Etats-Unis, de leurs amis subalternes européens et de leurs alliés intimes, Israël et l'Arabie Saoudite.

L'avenir dépendra de la capacité d'organisation des classes populaires. Pour mener à bien cette tâche, l'Égypte a besoin d'une longue transition pacifique démocratique qui permette aux forces du mouvement de s'exprimer. N'oubliez pas que pendant quarante ans, le seul discours politique autorisé dans ce pays était celui des Frères musulmans. D'autres voix commencent seulement à se faire entendre. On ne peut donc pas encore parler de « révolution », mais seulement « d'avancées révolutionnaires » possibles, c'est-à-dire de constitution de centres de pouvoir populaire autonomes par rapport aux pouvoirs formels de l'État. Cela crée un rapport de forces interne très différent de celui qui a dominé ces 40 dernières années. Ces centres ont la possibilité d'avancer mais il n'existe aucune garantie de leur succès. Personne ne l'emportera de manière décisive dans les mois qui viennent. La bataille électorale en cours n'est pas la dernière, ni même une bataille décisive. La légitimité du « parlement de l'argent » qui sera mal élu s'usera rapidement dès lors que le peuple constatera que le gouvernement qui en sera issu n'apportera aucune réponse à ses problèmes. Le « parlement du peuple », constitué par l'alliance renforcée des composantes du mouvement, pourra alors acquérir le statut d'une légitimité supérieure et garantir ainsi la poursuite et l'approfondissement des luttes.

La conquête de la Libye par les puissances impérialistes

La Libye n'est ni la Tunisie ni l'Égypte. On ne sait pas réellement qui sont les membres du Conseil national de transition de Benghazi. Le président de ce Conseil n'est autre que Moustapha Mohammed Abdeljalil, le président de la Cour d'Appel de Libye qui confirma la condamnation à mort des infirmières bulgares ! Le Conseil est visiblement dominé par des islamistes, et les pires d'entre eux, et des régionalistes. Dès l'origine « le mouvement » a pris en Lybie la forme d'une révolte armée qui a par ailleurs appelé immédiatement l'Otan à son secours. L'occasion était alors donnée pour une intervention militaire des puissances impérialistes. Or l'intervention de l'Otan, où que cela soit et quel que soit le prétexte invoqué, fut-il « humanitaire », doit être condamnée. Car l'Otan n'est rien d'autre que l'instrument des monopoles impérialistes, dont le seul objectif est le renforcement de leur contrôle des États et des peuples du Sud. L'Otan est l'ennemi des peuples et de la démocratie et jamais leur allié éventuel.

L'objectif poursuivi n'est certainement ni la « protection des civils », ni la « démocratie », mais le contrôle du pétrole et des ressources en eaux souterraines, et l'acquisition d'une base militaire majeure dans le pays. Certes, les compagnies occidentales contrôlaient déjà le pétrole libyen, depuis le ralliement de Khadafi au « libéralisme ». Mais avec Khadafi on n'était jamais sûr de rien. Et s'il retournait sa veste et introduisait demain dans son jeu les Chinois ou les Indiens ? Plus important que le pétrole : les ressources en eaux souterraines de la Lybie. Il était question de les exploiter au bénéfice des pays du Sahel africain. Cette page est désormais tournée. Des multinationales françaises bien connues auront probablement l'accès à ces ressources (c'est sans doute la raison de l'intervention précoce de la France) et voudront en faire l'exploitation « la plus rentable financièrement », probablement pour la production d'agro carburants. Les pays du Sahel africain sont les premières victimes majeures de la conquête de la Libye par les armées de l'Otan. Par ailleurs, aujourd'hui, les États-Unis ont besoin de transférer l'*Africom* (le commandement militaire des États-Unis pour l'Afrique, une pièce importante du dispositif du contrôle militaire de la planète, toujours localisé à Stuttgart !) en Afrique. Un laquais mis en place à Tripoli (ou à Benghazi) souscrirait évidemment à toutes les exigences de Washington et de ses alliés subalternes de l'Otan. La base constituera une menace permanente d'interventions dirigées contre l'Égypte et l'Algérie.

Le « nouveau régime » sera-t-il capable de gérer le pays ? La désintégration de la Lybie sur le modèle de la Somalie est tout également possible.

Ailleurs dans le monde arabe

La révolte tunisienne a donné le coup d'envoi et certainement fortement encouragé les Egyptiens. Par ailleurs le mouvement tunisien bénéficie d'un avantage certain : la semi laïcité introduite par Bourguiba ne pourra sans doute pas être remise en cause par les Islamistes rentrés de leur exil. Mais simultanément le mouvement tunisien ne paraît pas être en mesure de remettre en question le modèle de développement extraverti inscrit dans la mondialisation capitaliste libérale.

Les composantes de la révolte en Syrie n'ont jusqu'à présent pas fait connaître leurs programmes. Sans doute la dérive du régime baassiste, rallié au néo libéralisme et singulièrement passif face à l'occupation du Golan par Israël est-elle à l'origine de l'explosion populaire. Mais la mobilisation des Frères Musulmans, qui avaient été à l'origine il y a quelques années des insurrections de Hama et de Homs, n'est certainement pas étrangère au complot de Washington et de Tel Aviv, qui s'emploient à mettre un terme à l'alliance Syrie/Iran, essentielle au soutien de Hezbollah au Liban et de Hamas à Gaza.

Au Yemen l'unité s'était construite sur la défaite des forces progressistes qui avaient gouverné le Sud du pays. Le mouvement va-t-il rendre sa vitalité à ces forces ? Pour cette raison on comprend les hésitations de Washington et du Golfe qui ont choisi d'introduire « al qaida » dans le Sud du pays, un épouvantail utile pour faire accepter la dictature en place.

A Bahrein la révolte a été tuée dans l'œuf par l'intervention de l'armée séoudienne et le massacre, sans que les médias dominants n'y aient trouvé à redire. Deux poids, deux mesures, comme toujours.

L'automne du capitalisme coïncidera t il avec le printemps des peuples ?

Le discours dominant des médias compare les « révoltes démocratiques » du tiers monde à celles qui ont mis un terme aux « socialismes » de l'Europe orientale à la suite de la chute du « mur de Berlin ». Il s'agit là d'une supercherie pure et simple. Car, quelles qu'aient été les raisons (compréhensibles) des révoltes en question, celles-ci s'inscrivaient dans la perspective de l'annexion de la région par les puissances impérialistes de l'Europe de l'Ouest (au bénéfice de l'Allemagne en premier lieu).

Le capitalisme (réellement existant, c'est-à-dire impérialiste par nature) n'a rien à offrir aux peuples des trois continents (la périphérie constituée par l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine – cette « minorité » qui rassemble 85% de la population de la planète !) et de ce fait le Sud constitue la « zone des tempêtes », c'est-à-dire des révoltes répétées, potentiellement (mais seulement potentiellement) porteuses d'avancées révolutionnaires en direction du dépassement socialiste du capitalisme. Le « printemps arabe » s'inscrit dans cette réalité. C'est la raison pour laquelle le système capitaliste, le capital des monopoles dominants à l'échelle mondiale, ne peut tolérer le développement de ces mouvements. Il mobilisera tous les moyens de déstabilisation possibles, des pressions économiques et financières jusqu'à la menace militaire. Il soutiendra, selon les circonstances, soit les fausses alternatives fascistes ou fascisantes, soit la mise en place de dictatures militaires.

Les révoltes des peuples du Sud, Arabes et autres, pour devenir des avancées révolutionnaires, devront surmonter de nombreux obstacles pour construire des convergences positives entre leurs composantes, concevoir et mettre en œuvre des stratégies efficaces, mais aussi mettre en déroute les interventions (y compris militaires) de la triade impérialiste.

Si ces mouvements - dans le monde arabe, en Amérique latine, en Afrique, en Asie - parviennent à converger avec l'autre réveil nécessaire, celui des travailleurs des centres impérialistes, une perspective authentiquement socialiste pourrait se dessiner à l'échelle de l'humanité entière. Alors l'automne du capitalisme, amorcé par sa crise systémique appelée à s'approfondir, pourra coïncider avec un véritable printemps des peuples.